

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

DE LAGELANDEN LEASING SAS

Société par Actions Simplifiée à Associé Unique au capital de 20 341 880€
Siège social : Tour Europlaza– 20 Avenue André Prothin – 92927 La Défense Cedex
393 439 575 R.C.S. NANTERRE

Comptes sociaux au 31 décembre 2025 approuvés par les décisions de l'Associé Unique en date du 29 mai 2026

I – Bilan (en milliers d'euros)

Actif	31/12/2024	31/12/2025
Caisse, banques centrales, C.C.P	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0	0
Créances sur les établissements de crédit	25 685	33 437
Opérations avec la clientèle	291 530	303 997
Obligations et autres titres à revenu fixe	221	221
Actions et autres titres à revenu variable	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	1	1
Parts dans les entreprises liées	0	0
Crédit-bail et location avec option d'achat	428 644	448 442
Location simple	162 002	172 320
Immobilisations incorporelles	28	16
Immobilisations corporelles	1 114	916
Capital souscrit non versé	0	0
Actions propres	0	0
Comptes de négociation et de règlement	0	0
Autres actifs	4 873	877
Comptes de régularisation	14 053	16 419
Total de l'actif	928 151	976 647

Passif	31/12/2024	31/12/2024
Banques centrales, C.C.P	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	4 231	7 374
Opérations avec la clientèle	739 638	770 119
Dettes représentées par un titre	0	0
Autres passifs	10 478	18 282
Comptes de régularisation	42 711	48 841
Comptes de négociation et de règlement	0	0
Provisions	423	366
Dettes subordonnées	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	1 887	1 887
Capitaux propres (hors FRBG)	128 783	129 728
Capital souscrit	20 342	20 342
Primes d'émission	717	717
Réserves	2 045	2 045
Ecarts de réévaluation	0	0
Provisions réglementées et subventions d'investissement	0	0
Report à nouveau	103 849	105 679
Résultat de l'exercice	1 830	994
Total du passif	928 151	976 647

Hors-bilan	31/12/2024	31/12/2025
Engagements donnés		
Engagements de financement	119 606	103 750
Engagements de garantie	5 365	3 759
Engagements sur titres	0	0
Engagements reçus	0	0
Engagements de financement	50 000	50 000
Engagements de garantie	137 499	126 770
Engagements sur titres	119 606	103 750

II – Compte de Résultat
(En milliers d'euros)

	31/12/2024	31/12/2025
+ Intérêts et produits assimilés	16 887	15 878
- Intérêts et charges assimilées	-16 087	-20 478
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	182 527	188 472
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-164 671	-168 747
+ Produits sur opérations de location simple	85 500	88 977
- Charges sur opérations de location simple	-69 222	-69 802
+ Revenus des titres à revenu variable	0	0
+ Commissions (produits)	29	454
- Commissions (charges)	-2 364	-2 602
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	107	-387
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	0	0
+ Autres produits d'exploitation bancaire	5 061	5 060
- Autres charges d'exploitation bancaire	-28	-25
Produit net bancaire	37 739	36 802
- Charges générales d'exploitation	-22 276	-27 216
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-1 890	-1 569
Résultat brut d'exploitation	13 573	8 016
+/- Coût du risque	-10 365	-6 312
Résultat d'exploitation	3 209	1 704
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-666	-442
Résultat courant avant impôts	2 543	1 262
+/- Résultat exceptionnel	-271	0
- Impôt sur les bénéfices	-441	-268
+/- Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées	0	0
Résultat net	1 830	994

II - Annexes aux comptes annuels

(Arrêtés au 31 décembre 2025)

I. Affiliation de la société et présentation de l'activité

La société De Lage Landen Leasing S.A.S., société de financement au capital de 20 341 880€, est détenue par un associé unique, De Lage Landen international BV.

Selon ses statuts, la société De Lage Landen Leasing S.A.S. peut effectuer les opérations suivantes :

- Crédit à court et moyen terme,
- Escompte commercial dans le cadre de la Loi Dailly,
- Crédit-bail mobilier et à titre accessoire crédit-bail immobilier,
- Location simple, location financière et location longue durée,
- Achat et vente à terme différé,
- Octroi de caution, couverture et garantie de bonne fin,
- Opérations d'affacturage, encaissement de factures et d'effets de commerce à titre accessoire,
- Financement de stock, à titre accessoire et au bénéfice des clients fabricants de matériels ou assimilés,
- Toutes opérations de service pouvant se rattacher aux opérations ci-dessus et notamment la souscription de polices d'assurance, ainsi que toutes opérations de financement, gestion et recouvrement découlant de contrats de crédit, de crédit-bail, de location et d'affacturage.

Les opérations actuelles sont :

- Crédit à court et moyen terme,
- Escompte commercial dans le cadre de la Loi Dailly,
- Crédit-bail mobilier,
- Location simple, location financière et location longue durée,
- Financement de stock, à titre accessoire.

Le produit net bancaires s'est élevé à 36 802 K€ en 2025 contre 37 739 K€ en 2024.

II. Faits significatifs de l'exercice

En 2025, l'Activation de Crédit affiche une progression de +12,0 %, portée principalement par la forte dynamique de Commercial Finance, dont les encours augmentent de +28,2 %. Cette croissance permet à Commercial Finance de représenter 49,5 % de l'Activation de Crédit, contre 43,3 % en 2024, traduisant un rééquilibrage progressif de l'activité.

A l'inverse, le Long Term Finance (Retail) reste globalement stable avec une légère baisse de -0,4 0/, ce qui entraîne une diminution de son poids dans l'Activation de Crédit, passant de 56,7 % en 2024 à 50,5 % en 2025. Cette évolution s'explique par une croissance plus modérée du Retail par rapport au dynamisme observé sur Commercial Finance.

Ainsi, l'année 2025 marque une accélération du mix Commercial Finance, qui devient quasi équivalent au Retail en termes de poids au sein de l'Activation de Crédit, confirmant la diversification progressive des moteurs de croissance.

Le PNB est en légère baisse (-0,9 M€) liée à une hausse du coût de refinancement (20,4 M€ en 2025 contre 15,8 M€ en 2024).

La hausse des frais d'exploitation (+4.9 M€), est liée à une augmentation significative des frais de fonctionnement groupe (+2.1M€) ainsi que de la masse salariale (1.8 M€).

La charge du risque est en nette baisse (-4 M€) en lien avec une hausse de la reprise de provisions sur indemnités de résiliation (10.6 M€ en 2025 contre 7.3 M€ en 2024).

Dans le cadre de la gouvernance, Monsieur Youssef Saidi a été nommé le 14 mars 2025 membre de l'Organe de Surveillance de DLL en remplacement de Madame Karoline Capon démissionnaire au 31 juillet 2024.

DLL a également intégré dans son objet social une nouvelle activité d'achat et de vente de biens mobiliers à compter du 14 mars 2025, date de décision de l'Associé Unique de DLL.

III. Evènements postérieurs à la clôture

A la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'Administration des états financiers 2025 de la Société, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remette en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

Par décision de l'Associé Unique de DLL du 31 mars 2026, Monsieur Arnoldus Worm a été nommé le 31 mars 2026 membre de l'Organe de Surveillance de DLL en remplacement de Madame Minke van Riel - de Smit démissionnaire au 31 août 2025.

Le contexte géopolitique et macroéconomique demeure complexe, entraînant un recul global de l'activité ainsi qu'une augmentation des risques. Dans ce cadre, l'activité Retail s'inscrit dans une logique de résilience, tandis que l'activité CF poursuivra sa dynamique de développement.

IV. Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes de la société ont été établis conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels applicables aux établissements financiers.

A. Présentation des états financiers

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été établis conformément aux dispositions du règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

B. Modes et méthodes d'évaluation

Les dispositions concernant le règlement CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, et le règlement CRC 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs sont entrés en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005.

Toutefois, l'avis du Comité d'urgence du Conseil National de la Comptabilité du 4 octobre 2006, a exclu du champ d'application des règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06, les opérations de crédit-bail ou de location avec option d'achat et assimilées.

La société applique le règlement n° 2000-06 du Comité de la Réglementation Comptable sur les passifs.

Les éléments inscrits en comptabilité ont été évalués suivant la méthode dite des coûts historiques.

Les dispositions concernant le règlement CRC 2009-03 du 3 décembre 2009 relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours ont été mises en application au 31/12/2011.

Le montant à la clôture du 31/12/2025 restant à étaler est de 489 K€ créateur contre 489 K€ créateur au 31/12/2024.

	Au 31/12/2024	Augmentation	Diminution	Au 31/12/2025
Frais d'activation	-490	-210	258	-442
Totaux	-490	-210	258	-442

C. Principes comptables

1. Crédit-bail, location avec option d'achat et location simple

Ces postes comprennent l'ensemble des éléments se rapportant à l'activité de crédit-bail, location avec option d'achat et location simple (biens loués et créances rattachées). L'amortissement qui concourt à la valeur nette comptable est calculé, matériel par matériel, en fonction de leur durée normale d'utilisation dans la limite de la dégressivité admise fiscalement et sans pouvoir être inférieur à l'amortissement linéaire minimal.

Concernant le mode dégressif, la société a tenu compte du coefficient majoré pour les immobilisations acquises depuis le 1^{er} février 1996 et de la diminution du coefficient pour les biens acquis depuis le 1^{er} janvier 2001.

La société n'a pas utilisé la possibilité de recourir à la majoration temporaire du coefficient d'amortissement dégressif de 0,5 point, pour les biens éligibles à l'amortissement dégressif acquis ou fabriqués entre le 4 décembre 2008 et le 31 décembre 2009 (loi 2008-1443 du 30 décembre 2008, art 29 ; CGI art. 39 A 1. Modifié).

Outre les loyers courus et non échus, les créances rattachées comprennent les comptes débiteurs de la clientèle se rapportant à ces activités, ainsi que les dépréciations afférentes.

Les créances impayées depuis plus de 3 mois sont classées en créances douteuses et font l'objet d'une dépréciation appréciée en fonction du risque de non-recouvrement. Des dépréciations sur créances des apporteurs d'affaires et des clients sont constituées après une analyse individuelle de chaque dossier.

Les valeurs nettes comptables des matériels, liés à ces contrats, sont dépréciées sous déduction d'un prix de revente ou de re-commercialisation estimée du matériel. La méthodologie de valorisation des matériels est revue périodiquement.

Les immobilisations temporairement non louées sont issues d'un contrat de crédit-bail ou d'un contrat de location avec option d'achat qui ont fait l'objet d'une résiliation et pour lesquels le matériel a été restitué. Ces immobilisations temporairement non louées sont comptabilisées à la Valeur Nette Comptable et font l'objet de dépréciation sur la base de la valeur estimée des matériels.

2. Créances

Les créances et crédits à la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

2.1 Encours sains

Il s'agit des encours non porteurs de risque de crédit avéré y compris les encours restructurés avec un classement dans une sous-catégorie pour les encours restructurés à des conditions hors marché.

2.2 Encours douteux

La comptabilisation des encours en créances douteuses s'effectue en application du règlement CRC 2002-03 modifié par le règlement 2005-03.

Une nouvelle définition du défaut a été formulée par la banque centrale européenne fin 2019. Cette dernière dispose que le seuil de 90 jours est déclenché à condition que l'entité légale ait au moins 90 jours consécutifs d'impayés lorsque ces impayés correspondent à :

- Plus de 1 % de l'exposition totale de l'entité légale
- Et plus de 100 €

Par ailleurs, il y a dorénavant une période de probation qui est réinitialisée dès lors que l'entité légale a un impayé au cours de cette période.

Cette version de la nouvelle définition du défaut est appliquée par la Société depuis Septembre 2020.

Les intérêts sur encours douteux sont comptabilisés conformément aux termes du contrat, ils entrent dans la base de calcul de la dépréciation des pertes probables avérées.

2.3 Encours douteux compromis

Il s'agit des encours pour lesquels :

- La déchéance du terme ou la résiliation du contrat a été prononcée.
- La dépréciation est obligatoire compte tenu du caractère irrécouvrable de la créance.
- Un passage en perte est envisageable.

Par ailleurs, sont classés en encours douteux compromis :

- Les encours douteux qui après un retour en encours sain ne respectent pas les nouvelles échéances fixées et présentent un risque élevé de perte.
- Les encours restructurés présentant de nouvelles défaillances et un risque élevé de perte.

Les intérêts sur encours douteux compromis ne sont pas comptabilisés.

2.4 Revue mensuelle des contreparties et dépréciations

Une revue mensuelle des risques avérés est effectuée par le département contentieux afin de déterminer :

- Le reclassement en encours sain dans le cas d'une reprise régulière des paiements pendant une période significative ou d'un retour à une situation financière saine n'entraînant plus un risque de non-recouvrement.
- Le maintien en encours douteux si la situation de la contrepartie est identique à celle ayant entraîné le classement en encours douteux.
- Le déclassement en douteux compromis lorsque le caractère irrécouvrable de la créance est confirmé.

Cette revue est aussi l'occasion d'ajuster le niveau des dépréciations en fonction de l'estimation, dossier par dossier, des chances de récupération compte tenu de la situation et des perspectives de la contrepartie, de la valeur estimée des garanties, de l'état des procédures en cours et de la valorisation de l'actif.

La dépréciation vient en déduction des encours correspondants, elle ne peut être inférieure aux intérêts enregistrés et non encaissés.

Le taux de dépréciation appliqué à la créance douteuse est proportionnel au risque attaché à celle-ci.

3. Obligations et autres titres à revenu variable

Les obligations et autres titres sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4. Immobilisations propres

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées au bilan à leur coût d'acquisition, frais accessoires inclus.

Le matériel informatique est amorti suivant le mode linéaire ou dégressif, sur une durée allant de 1 à 4 ans.

Les agencements, aménagements, installations sont amortis suivant le mode linéaire, sur une durée de 7 ans. Le mobilier et matériel de bureau sont amortis suivant le mode linéaire, sur une durée de 10 ans.

Les immobilisations temporairement non louées sont issues de contrat location simple qui ont fait l'objet d'une résiliation et pour lesquels le matériel a été restitué. Ces immobilisations temporairement non louées sont comptabilisées à la Valeur Nette Comptable. Elles font l'objet de dépréciations sur la base de la valeur estimée des matériels.

5. Créances et dettes libellées en devises

Les créances et dettes libellées en devises sont converties et comptabilisées en euros sur la base du dernier cours de change.

Les écarts de conversion actif font l'objet d'une provision pour dépréciation.

6. Dettes

Les dettes sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

7. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont évaluées individuellement.

8. Produits d'exploitation

Il s'agit principalement des loyers de crédit-bail, location simple, intérêts, et commissions assimilées comptabilisées pour leur montant couru, constaté prorata temporis.

9. Incidences du changement de méthodes comptables sur les principaux postes de l'exercice 2025

A compter du 1^{er} janvier 2025, la société a appliqué le règlement 2023-03 modifiant le règlement comptable 2014-07 du 26 novembre 2014, en coordination avec le règlement 2022-06 du 4 novembre 2022, relatif à la modernisation des états financiers. Les principaux changements concernent les éléments suivants à compter du 1^{er} janvier 2025 :

a) Impacts de la nouvelle définition du résultat exceptionnel sur l'exercice 2025

Le résultat exceptionnel comprend :

- les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel et qui n'auraient pas été constatés en l'absence de cet événement ;
 - les écritures comptables d'origine exclusivement fiscale, telles que les amortissements dérogatoires ;
 - les changements de méthode comptable comptabilisés en résultat, lorsque leur traitement en capitaux propres est exclu en raison de dispositions fiscales ;
 - les corrections d'erreurs, à l'exception de celles qui concernent des écritures initialement imputées directement sur les capitaux propres.
- Pas d'impact sur les comptes de DLL en 2025

b) Impacts de la suppression de la technique des transferts de charges sur l'exercice 2025

La société n'a pas de transfert de charges dans ces états financiers.

D. Informations complémentaires

Les chiffres présentés sont en milliers d'euros.

IV. Notes sur le bilan (Actif)**1. Opérations de trésorerie et interbancaire**

Créances sur Ets de Crédit	Au 31/12/2024	Moins 3 mois	3 mois – 1 an	1 an – 5 ans	Plus 5 ans	Au 31/12/2025
A vue						
Comptes ordinaires	5 937	12 466	0	0	0	12 466
Valeurs non imputées	19 148	20 971	0	0	0	20 971
Totaux	25 685	33 437	0	0	0	33 437

2. Opérations avec la clientèle

Créances sur clientèle	Au 31/12/2024	Moins 3 mois	3 mois – 1 an	1 an – 5 ans	Plus 5 ans	Au 31/12/2025
Prêts - Créances loi Dailly (1) (3) (4)	194 711	92 801	82 709	42 553	106	218 170
Prêts à terme (2)	137 193	40 000	77 611	8 971	0	126 582
Totaux	331 904	132 801	160 320	51 524	106	344 751
(1) dont intérêts courus non échus	1 816					1 554
(2) dont intérêts courus non échus	307					188
(3) dont créances douteuses	1 432					0
(4) dont provisions sur créances douteuses	-1 894					-215

3. Parts dans les entreprises liées

La société n'a plus de part dans des entreprises liées.

4. Obligations et autres titres détenus à long terme

Il s'agit du nantissement de compte de titres financiers pour 221k€ ayant pour objet l'émission d'un certificat de dépôt afin de garantir les loyers des futurs locaux de DLL Leasing S.A.S.

5. Crédit-bail, location avec option d'achat et location simple

Les valeurs brutes et les amortissements des opérations de crédit-bail et assimilées s'analysent comme suit (les chiffres présentés sont en milliers d'euros) :

Valeurs Brutes	Au 31/12/2024	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2025
Crédit-bail	830 554	172 049	146 064	856 539
Location avec option d'achat	12 055	9 187	438	20 804
Location simple	384 608	72 747	60 648	396 707
ITNL / CBM - Location Option Achat	17 157	21 292	19 608	18 841
Immobilisations en cours	11 978	9 843	11 978	9 843
Totaux	1 256 351	285 118	238 736	1 302 733

Amortissements	Au 31/12/2024	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2025
Crédit-bail	426 030	131 016	124 298	432 749
Location avec option d'achat	6 162	4 618	407	10 373
Location simple	236 754	51 008	53 796	233 966
ITNL / CBM - Location Option Achat	11 550	15 724	14 385	13 888
Totaux	681 496	202 366	192 886	690 975

Provisions Valeur Nette Comptable	Au 31/12/2024	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2024	Base au 31/12/2025
Crédit-bail - Location Option Achat	1 245	678	1 245	678	18 841
Location simple	832	347	832	347	8 257
Totaux	2 077	1 025	2 077	1 025	27 098

Les dépréciations des immobilisations sont calculées individuellement pour chaque contrat de crédit-bail et assimilé contentieux en fonction de la valeur probable de revente des matériels.

La réserve latente avant impacts fiscaux est égale à la différence entre l'encours financier des contrats de crédit-bail et assimilés et la valeur nette comptable des matériels correspondants. Sur cette base, en valeur brute, la réserve latente globale est évaluée en euros à 102 453 K€ au 31 décembre 2025 contre 95 936 K€ en 2024.

En milliers d'euros	Au 31/12/2024	Au 31/12/2025
Clients douteux	15 071	12 067
<i>Dont compromis</i>	12 662	10 312
Dépréciation Clients Douteux	-13 639	-11 059
<i>Dont compromis</i>	-12 944	-10 394

Le montant des créances rattachées s'élève à 10 896 K€.

6. Immobilisations incorporelles (en milliers d'euros)

Valeurs Brutes	Au 31/12/2024	Acquisitions	Diminutions	Au 31/12/2025
Logiciels	278	0	0	278
Totaux	278	0	0	278

Amortissements	Au 31/12/2024	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2025
Logiciels	249	12	0	262
Totaux	249	12	0	262

7. Immobilisations corporelles (en milliers d'euros)

Les dépréciations des immobilisations sont calculées individuellement pour chaque contrat de location simple et assimilé contentieux en fonction de l'estimation du taux de récupération du matériel.

Valeurs Brutes	Au 31/12/2024	Acquisitions	Diminutions	Au 31/12/2025
Immobilisations propres	826	19	0	845
ITNL / LS	11 139	21 427	24 310	8 256
Totaux	11 965	21 446	24 310	9 101

Amortissements	Au 31/12/2024	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2025
Immobilisations propres	541	135	0	676
ITNL / LS	9 480	18 965	21 266	7 179
Totaux	10 021	19 100	21 266	7 855

Provisions Valeur Nette Comptable	Au 31/12/2024	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2025
ITNL / LS	832	347	832	347
Totaux	832	347	832	347

8 Autres actifs (en milliers d'euros)

Autres Actifs	Au 31/12/2024	Au 31/12/2025
Dépôts et cautionnements versés	135	147
Avances et acomptes versés	15	15
Etat - T.V.A. IS	2 391	204
Personnel et comptes sociaux	32	25
Débiteurs divers hors groupe	2 301	756
Débiteurs divers groupe	0	
Totaux	4 873	1 145

- Etat - T.V.A. IS

Ce poste inclue 277 K€ de TVA à payer au 31/12/2025 contre un crédit de TVA à recevoir de 2 199 K€ au 31/12/2024.

Débiteurs divers groupe

Il s'agit des opérations de trésorerie avec le groupe

9. Informations relatives aux transactions entre parties liées

Désignation de la partie liée	Montant des transactions en K€	Informations complémentaires
KOMATSU	0	Autres actifs
	-365	Frais de gestion refacturés
	0	Salaires refacturés et frais généraux

10. Comptes de régularisation (en milliers d'euros)

Comptes de régularisation	Au 31/12/2024	Au 31/12/2025
Produits à recevoir	5 458	6 355
Charges constatées d'avance	8 595	10 064
Autres comptes		
Totaux	14 053	16 419

- Produits à recevoir :

Ce poste comprend au 31/12/2025 5 946 K€ liés aux produits d'assurances à recevoir contre 4 093 K€ au 31/12/2024.

Ce poste comprend également au 31/12/2025 107 K€ liés à des services contre 125 K€ au 31/12/2024

- Charges constatées d'avance :

Ce poste comprend au 31/12/2025 5 651 K€ de commissions d'apporteurs d'affaires contre 4 994 K€ au 31/12/2025 et 2 137 K€ de services facturés au 31/12/2025 contre 1 871 K€ au 31/12/2024.

V. Notes sur le bilan (Passif)**11. Opérations de trésorerie et interbancaires (en milliers d'euros)**

Dettes Ets de Crédit	Au 31/12/2024	Moins 3 mois	3 mois – 1 an	1 an – 5 ans	Plus 5 ans	Au 31/12/2025
A vue						
Comptes ordinaires	4 231	7 374	0	0	0	7 374
Totaux	4 231	7 374	0	0	0	7 374

12. Opérations avec la clientèle (en milliers d'euros)

Dettes clientèle	Au 31/12/2024	Moins 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	Plus 5 ans	Au 31/12/2025
Emprunts à terme	733 985	76 418	188 279	473 954	30 956	767 608
Autres comptes	9 265	2 512	0	0	0	2 512
Totaux	743 261	78 930	186 279	473 954	30 956	770 119

Le refinancement est effectué auprès de notre centrale de trésorerie, De Lage Landen Ireland.

13. Autres passifs (en milliers d'euros)

Autres Passifs	Au 31/12/2024	Au 31/12/2025
Fournisseurs	1 402	511
Etat - T.V.A-IS	0	-1
Etat – Autres dettes	791	792
Personnel et organismes sociaux	-74	0
Créditeurs divers hors groupe	0	0
Créditeurs divers groupe	3 818	11 470
Dépôts de garantie	388	218
Autres passifs	4 153	5 292
Totaux	10 478	18 282

14. Comptes de régularisation (en milliers d'euros)

Comptes de Régularisation	Au 31/12/2024	Au 31/12/2025
Charges à payer	5 137	5 817
Produits constatés d'avance	37 574	42 653
Totaux	42 711	48 470

- Charges à payer :

Ce poste comprend au 31/12/2025 principalement 2 935 K€ de provisions pour congés payés, de primes ainsi que les charges sociales liées contre 2 125 K€ au 31/12/2024 et 2 668 K€ de provisions pour charges d'exploitation au 31/12/2025 contre 2 818 K€ au 31/12/2024.

- Produits constatés d'avance :

Ce poste comprend au 31/12/2025 principalement 33 551 K€ de loyers facturés non échus contre 29 255 K€ au 31/12/2024 et 8 278 K€ de loyers proratisés (loyers perçus d'avance) au 31/12/2025 contre 7 830 K€ au 31/12/2024.

15. Provisions (en milliers d'euros)

	Au 31/12/2024	Dotations	Reprises	Au 31/12/2025
Provisions pour Risques				
Risques d'exploitation	200	225	178	247
Provisions pour Charges				
Charges d'exploitation (1)	128	17	128	17
Risque sur créances	94	14	6	102
Totaux	423	256	312	366

16. Fonds pour risques bancaires généraux (en milliers d'euros)

F.R.B.G.	Au 31/12/2023	Dotations	Reprises	Au 31/12/2024
Totaux	1 887	0	0	1 887

17. Capital souscrit et prime d'émission (en milliers d'euros)

Le capital social est composé de 1 334 769 actions de 15,24 euros chacune soit un capital de 20 341 880 euros.

	Capitaux propres	Au 31/12/2024	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2025
CP	Capital social	20 342			20 342
	Prime d'émission	717			717
	Réserve légale	2 035			2 035
	Réserve indisponible	10			10
	Report à nouveau	103 848	1 830		105 677
	Résultat	1 831	994	1 831	994
	Totaux	128 782	2 825	1 831	129 775

Concernant la proposition d'affectation du résultat de l'exercice clôturé le 31 décembre 2025 qui se solde par un bénéfice comptable de 994 K€, il sera affecté au compte de report à nouveau.

18. Entreprises liées

La société De Lage Landen International B.V., société mère de la société De Lage Landen Leasing S.A.S., entre dans le champ d'application des entreprises liées

VI. Notes sur le compte de résultat**19. Produits et charges d'exploitation bancaire (en milliers d'euros)**Intérêts et produits sur opérations avec les établissements de crédit

Intérêts et produits sur opérations avec les établissements de crédit		2024	2025
	Comptes à vue	0	0
	Totaux	0	0

Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle

Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle		2024	2025
	Comptes à vue	5 230	3 196
	Créances commerciales	6 369	6 233
	Crédits à l'équipement	3 950	4 333
	Autres produits assimilés	1 338	2 116
	Totaux	16 887	15 878

Les autres produits assimilés correspondent aux indemnités de résiliation sur prêts

Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit

Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit		2024	2025
	Comptes à vue	3	15
	Totaux	3	15

Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle

Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle		2024	2025
	Comptes à vue	0	0
	Emprunts à terme	16 084	20 463
	Autres charges *	0	0
	Totaux	16 084	20 463

*intérêts sur prêts DLL Ireland

Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat

		2024	2025
Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat	Loyers	169 521	176 645
	Plus-values de cession	5 958	7 460
	Indemnités de résiliation	6 674	4 251
	Autres produits	373	115
	Totaux	182 527	188 472

Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat

		2024	2025
Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat	Dotations aux amortissements	145 056	149 420
	Dotations aux provisions	1 245	678
	Moins-values de cession	18 370	16 713
	Totaux	164 671	166 810

Produits sur opérations de location simple

		2024	2025
Produits sur opérations de location simple	Loyers	77 443	82 137
	Plus-values de cession	5 898	5 971
	Indemnités de résiliation	1 955	750
	Cession matériel refacturé	0	14 617
	Autres produits	205	119
	Totaux	85 500	103 595

a. Charges sur opérations de location simple

		2024	2025
Charges sur opérations de location simple	Dotations aux amortissements	66 545	68 052
	Dotations aux provisions	0	0
	Moins-values de cession	2 677	1 750
	Acquisition matériel refacturé	0	14 616
	Totaux	69 222	84 418

b. Ventilation des commissions

	2024	2025
Produits (cf L 540)	29	454
Commissions de syndication		
Totaux	29	454

La commission de syndication est la différence de la quote-part de l'actualisation d'une chaîne de loyers d'un client vendu à l'acquéreur et celle du montant financé.

	2024	2025
Charges (cf L 545)		
Commissions apporteur d'affaires		
Commissions sur vente	87	133
Commissions de gestion	2 142	2 292
Autres charges de commission	135	176
Totaux	2 364	2 602

Il s'agit principalement des commissions de gestion de notre partenaire Medidan.

c. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

Sont comptabilisés dans ce poste les pertes et gains de change et écarts de conversion. En 2025, une perte de change de 387 K€ a été constatée contre un gain de change de 107 K€ en 2024.

d. Autres produits et charges d'exploitation bancaires

Les autres produits d'exploitation bancaires s'élèvent à 4 099 K€ en 2025 contre 4 047 K€ en 2024. Il s'agit principalement de frais de gestion sur notre assurance Lease and Loan.

Les autres charges d'exploitation bancaires s'élèvent à 25 K€ en 2025 contre 27 K€ en 2024.

20. Charges générales d'exploitation (en milliers d'euros)

		2024	2025
Charges générales d'exploitation	Salaires, appointements et indemnités diverses	9 740	10 889
	Charges fiscales et sociales sur rémunérations	4 435	5 159
	Charges de personnel	14 174	16 049
	Effectif moyen	107	107
	Autres charges d'exploitation	8 102	11 106
	Totaux	22 276	27 154

Autres charges d'exploitation : ce poste comprend principalement les frais de siège et honoraires divers.

L'effectif moyen en 2025 est de 100 salariés contre 107 salariés en 2024.

L'effectif au 31/12/2025 se décompose comme suit : 82 cadres et 18 non cadres.

21. Informations relatives aux honoraires des Commissaires aux Comptes (en milliers d'euros)

	2024	2025
Commissariat aux comptes, Certification, Examen des comptes individuels	100	110
- PWC	75	85
- RSM	25	25
Services Autres que la Certification des Comptes ("SACC")	0	0
- PWC	0	0
- RSM	0	0
Totaux	100	110

22. Coût du risque (en milliers d'euros)

	2024	2025
Coût du risque	Dotation dépréciation créances douteuses	-11 395
	Pertes sur créances irrécouvrables	-7 263
	Charges coût du risque	-18 658
	Reprise dépréciation créances douteuses	7 307
	Récupérations sur créances amorties	986
	Produits coût du risque	8 293
	Totaux	-10 365
		-6 312

La baisse du coût du risque est liée à une reprise des créances douteuses significativement plus importante que la charge du coût du risque qui reste au même niveau que 2024 (17.6 M€ pour 2025 contre 18.6 M€ en 2024).

23. Gains ou pertes sur actifs immobilisés (en milliers d'euros)

Ce poste comprend les plus ou moins-values générées par les cessions d'Immobilisations Temporairement Non Louées issues de contrats de location simple ainsi que les variations de provisions pour dépréciation des titres de participation.

	2024	2025
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	Moins-values de cession sur ITNL issus de contrat de location simple	1 968
	Moins-values de cession sur immobilisations propres Inc-Corp	0
	Plus-values de cession sur ITNL issues de contrat de location simple	1 302
	Totaux	666

24. Résultat Exceptionnel (en milliers d'euros)

	2024	2025
Résultat Exceptionnel	Produits exceptionnels	41
	Charges exceptionnelles	-312
	Totaux	-271

25. Résultat fiscal et impôts

Le résultat fiscal fait ressortir un bénéfice de 994 K€.

VII. Notes sur le hors-bilan (en milliers d'euros)**Engagements donnés**

Engagements de financement	Au 31/12/2024	Au 31/12/2025
En faveur de la Clientèle	124 970	107 509

Les engagements de financement donnés à la clientèle représentent principalement les accords de financement proposés à la clientèle dont la durée de validité est inférieure à trois mois.

Engagements reçus

Engagements de Garantie	Au 31/12/2024	Au 31/12/2025
Reçus d'Etablissements de Crédit	137 499	126 770

Les placements effectués auprès du Groupe, sont en légère baisse, l'activité de financement de stock étant partiellement financée sur fonds propres depuis 2022.

Engagements de financement	Au 31/12/2024	Au 31/12/2025
Reçus d'Etablissements de Crédit	50 000	50 000

Les engagements de financement reçus concernent principalement un accord de refinancement de la société De Lage Landen International BV pour un montant de 50 millions d'euros.

26. Gestion des risques

La gestion Actif - Passif ainsi que l'ensemble des risques et instruments utilisés dans le cadre de cette gestion sont transférés à De Lage Landen Ireland Co, centrale de trésorerie du groupe.

Par ailleurs, afin d'assurer une concordance totale entre les emprunts et les financements réalisés, un comparatif mensuel est établi entre le tableau d'amortissement de tous les emprunts en cours et le tableau d'amortissement de tous les contrats de financement réalisés avec les clients. Une réconciliation Actif - Passif est réalisée en parallèle.

27. Engagements au titre des indemnités de fin de carrière

Les engagements correspondant aux IFC ne sont pas constatés dans les livres de DLL Leasing S.A.S.. Cependant, le montant est indiqué en annexe. Au 31 décembre 2025, ceux-ci s'élèvent à 232 K€.

L'évaluation des engagements est calculée conformément à la nouvelle méthode l'IFRS IC suite à une décision de l'IFRIC validée en mai 2021 qui a modifié les règles de calcul de l'engagement, et à la recommandation ANC n°2013-02 du 7 novembre 2013 modifiée le 5 novembre 2021. Elle impacte les engagements IFC des sociétés dont les barèmes de droits sont plafonnés. Cette décision doit s'appliquer aux comptes IFRS et peut s'appliquer ou non aux comptes en norme française. Les hypothèses retenues sont :

- Un taux annuel d'actualisation de 3.90%
- Une revalorisation annuelle des rémunérations par tranche d'âge de 3.00-1.50%
- Un âge de départ à la retraite de 65 ans pour les cadres et de 64 ans pour les non cadres
- Un taux de rotation du personnel établi par tranche d'âge de 0% à 12.50%
- La table de survie INSEE 2016-2018

28. Rémunérations des membres des organes d'administration

Cette information n'est pas produite car sa mention conduirait à indiquer indirectement une rémunération individuelle.

IV - Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

A l'Associé unique
DE LAGE LANDEN LEASING
 Tour Europlaza - La Défense
 20 Avenue André Prothin
 92400 Courbevoie

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'Associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société DE LAGE LANDEN LEASING relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités de commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n° 2023-03 exposées dans l'annexe aux comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Règles et principes comptables

La note IV.C.1 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat et de location simple.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Estimations comptables

La société constitue des dépréciations de ses créances clients selon les modalités décrites dans la note IV.C.2 de l'annexe. Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par la société, décrite dans la note IV.C.2 de l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier l'application de cette approche.

Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié de caractère raisonnable de ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D 441 -6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 26 mai 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Nicolas Jolivet

RSM PARIS
Sébastien Martineau

V - Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.